

Paris/Bruxelles, le 17 février 2016

Défaillances d'entreprises en France: un début de normalisation

- **Deuxième année de baisse consécutive : -2,1% vs 2014**
- **Taux de défaillances revient à son niveau d'avant-crise**
- **Dégradation dans deux secteurs : les services aux particuliers et le textile – et trois régions dont l'Île-de-France**
- **Le redressement progressif de l'économie française permettrait de prévoir un recul des défaillances de - 3,5% en 2016**

Une année meilleure pour les défaillances en France

Pour la deuxième année de suite, le nombre de défaillances d'entreprises¹ recule à 60 800 cas. La baisse atteint 2,1% par rapport à 2014 et concerne toutes les catégories d'entreprises (par chiffre d'affaires). Malgré un contexte économique toujours difficile, plusieurs facteurs ont joué favorablement. La forte baisse des prix du pétrole, la dépréciation de l'euro face au dollar et le fonctionnement à plein régime du CICE² ont permis une reconstitution des marges (à un plus haut depuis 2011). Le faible coût de l'endettement a ravivé la croissance du crédit aux entreprises non financières qui a progressé de 5% en 2015.

Un autre signe positif : **le taux de défaillances**³ retrouve son niveau d'avant-crise de 2008. On compte désormais une entreprise défaillante pour 77 entreprises en activité. Le coût des défaillances est également en repli de 15%, tout comme le nombre des emplois concernés par les défaillances, en baisse de 12% sur un an. En outre, l'accroissement de l'âge moyen des défaillances d'entreprises, qui s'observe en période de ralentissement économique, s'est interrompu depuis avril 2015 à 8 ans et 11 mois. Cette stabilisation témoigne ainsi d'un début de normalisation de la situation.

En Europe de l'Ouest, les liquidations d'entreprises ont également connu une année meilleure et leur nombre recule dans 10 pays sur 11 étudiés. Les baisses sont particulièrement visibles aux Pays-Bas (-24%), en Espagne (-20%) et en Finlande (-13%). Seules les liquidations au Portugal augmentent suite aux difficultés du secteur de la construction.

Plusieurs ombres au tableau

L'Île-de-France, qui dénombre 24% des entreprises françaises, concentre à elle seule 21% du total des défaillances d'entreprises. Pire, les défaillances franciliennes enregistrent une hausse de +5,7%, la plus forte en France. Ce mauvais résultat s'explique essentiellement par la dégradation des secteurs de la construction et des services aux particuliers.

¹ Défaillances d'entreprises : liquidations (70% en 2015) et redressements judiciaires (30%)

² Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

³ Le taux de défaillances rapporte le nombre de défaillances au stock total d'entreprises

Les défaillances progressent toujours dans **2 des 11 secteurs** suivis par Coface :

- Dans les **services aux particuliers**, elles ont progressé de +4,2% (19% du stock total d'entreprises). Le faible dynamisme de la consommation des ménages en services a pesé sur la restauration (+4,6%) et les débits de boissons (+11,6%).
- **Le textile** subit la plus forte dégradation de l'année : +4,3% (4% du total). Outre une demande atone des ménages, il semblerait que la météo clémente de fin d'année ait accru le poids des stocks de marchandises sur la situation financière des entreprises.

Malgré un recul de -3,2% de ses défaillances, **la construction** reste le secteur le plus risqué avec un taux de défaillance de 2,1% (2,0% en 2006), soit 1 entreprise sur 49, contre 1 sur 128 pour le secteur de la chimie. L'absence de résurgence de la demande en immobilier et la baisse des dotations aux collectivités ont pesé sur le secteur qui est le plus représenté dans les 100 plus importantes défaillances par chiffre d'affaires, avec 18 cas.

Jamais deux sans trois : une nouvelle amélioration se profile pour 2016

En 2016, Coface table sur une accélération du rythme de baisse du nombre de défaillances, dans un environnement économique un peu plus favorable (croissance du PIB français de 1,4% contre 1,1% en 2015). L'expérience de paiement de Coface, qui couvre un spectre large de secteurs d'activité, apparaît représentative de la situation des entreprises. La hausse probable de deux autres variables sélectionnées : le taux de marge des entreprises (estimé à 32,3% à fin 2016) et le volume de crédits octroyés (estimé à +3,5%) permet de prévoir une contraction du nombre de défaillances de -3,5%, à 58 700 cas, soit un niveau de mars 2009.

L'assouplissement progressif des conditions de crédit bancaire, le niveau bas de l'euro, la baisse du prix du pétrole et une consommation des ménages plus dynamique en France et en zone euro devraient aider les entreprises. Ce scénario est toutefois confronté à des risques haussiers, comme une plus grande volatilité sur les marchés financiers, qui pourrait altérer la confiance des entreprises françaises.

CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 Gert.lambrecht@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de ~4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 99 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 340 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

